



Lire et Écrire met les apprenants au centre des apprentissages. Cela devient cependant difficilement compatible avec la tendance actuelle d'approche standardisée en vue d'atteindre des résultats normés.

L'alphabétisation en tensions

Anne-Chantal Denis, Hugues Estéveny
et Jacqueline Michaux, *Lire et Écrire Bruxelles*
Article repris de *Traces de changements*,
CGé, n°224, janvier-février 2016

L'alphabétisation populaire est un projet de société assez complexe et sophistiqué qui mise sur le développement des capacités et des potentialités de personnes que tout éloigne, voire tente de maintenir éloignées, des centres de pouvoir et de décision. Ce processus pédagogique multidimensionnel prend chaque apprenant en considération en tant que personne, mais aussi comme membre à part entière de la société, ayant ses motivations et besoins propres, et y apportant la part de lui-même qu'il accepte de mettre en commun dans ce cadre pédagogique.

S'alphabétiser pour faire (quelle) société (?)

Pour les personnes pas ou peu scolarisées en alphabétisation francophone, l'apprentissage du français est donc un outil pour les mettre en recherche en vue de construire de nouveaux apprentissages par elles-mêmes et avec les autres. Ceci dans une approche globale de chaque personne qui tient compte de ses rythmes et modes d'apprentissage.

Or, en cette période de récession où le chômage et le précarat atteignent des points alarmants, où les mouvements migratoires multiculturels nécessitent le développement de capacités d'analyse et d'esprit critique pour favoriser la solidarité interculturelle, les visées politiques tendent à réduire la dynamique citoyenne à de l'apprentissage linguistique utilitaire, à traduire « émancipation » par « autonomie administrative », à détourner le droit à l'éducation en obligation de formation.

La pression administrative augmente, la vision utilitaire se renforce

L'alphabétisation, comme ambition citoyenne et culturelle, requiert objectifs, méthodologie, suivi et évaluation. Il ne s'agit pas d'un passe-temps sans contrainte pour des personnes en manque d'activité, selon une image stéréotypée véhiculée parfois de l'extérieur. L'approche émancipatrice implique de déterminer des objectifs au-delà des apprentissages linguistiques, car la langue – et d'ailleurs tous les langages – est un moyen parmi d'autres, pour mener à bien les objectifs visés par le projet. Les premières rencontres de formation sont consacrées justement à la détermination, par les apprenants avec leur formateur ou formatrice, de projets qu'ils désirent mettre en place. Cela nécessite des conditions de travail et d'apprentissage favorables. Or celles-ci se resserrent. La formation est davantage calibrée : format modulaire, timing serré, objectifs normés. Il faut des résultats objectivables, quantifiables, mesurables.

Pour y satisfaire, les contraintes administratives sont de plus en plus nombreuses à peser sur les apprenants, les formateurs et le personnel de soutien, et obligent les travailleurs à passer de plus en plus de temps à remplir des tableaux, des feuilles de route, à faire des rapports s'intéressant davantage aux résultats directs qu'aux processus. Les fonds européens notamment en sont friands.

Outre les contraintes administratives, cette tendance fonctionnaliste se traduit dans la conception même de l'alphabétisation qui tend à privilégier l'apprentissage linguistique par rapport à l'approche citoyenne. À Bruxelles, le nouveau Code de la nationalité belge a fortement infléchi d'autres politiques : le niveau A2 du

Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL – conçu pour un public scolarisé)¹ requis parmi les critères d'accès à la nationalité a ainsi été retenu comme balise dans le volet linguistique du décret bruxellois *Parcours d'accueil des primo-arrivants* et le CECRL est aussi devenu la référence de positionnement linguistique dans l'appel à projets Cohésion sociale 2016-20 au niveau de la priorité 2, *Apprentissage du français et citoyen actif*.

Le test de positionnement en alphabétisation réalisé par Lire et Écrire pour orienter les personnes, notamment à partir de leur niveau de connaissance du français (compréhension et production orales, lecture et écriture)², risque d'être détourné de sa vocation pour devenir un outil d'évaluation des apprentissages pendant et en fin de programme alors qu'il n'a, en aucun cas, été élaboré ni pour définir ni pour évaluer des objectifs pédagogiques.

Un déplacement des responsabilités

En alphabétisation, la notion d'efficacité tend à se traduire par « intensité pour rapidité ». Intensité horaire hebdomadaire de formation (9 heures d'apprentissage linguistique en Cohésion sociale, 20 heures pour le parcours d'accueil primo-arrivants) et temps limité de formation dans le parcours primo-arrivants (1150 heures en alpha) n'excluant cependant pas à ce jour la possibilité d'approfondir l'un ou l'autre module. Le raisonnement qui sous-tend ces dispositions est le suivant : à un rythme intensif de formation, les apprenants progressant plus vite, accéderont plus rapidement à d'autres formations ou au marché de l'emploi et libèreront ainsi des places pour d'autres apprenants.

Outre le fait que cette vision est un leurre dans le contexte socioéconomique actuel, privilégier l'uniformisation de l'offre à sa diversification pénalise nombre de personnes dont la situation familiale et/ou socioéconomique souvent difficile ne leur permet pas de satisfaire aux prescrits préalablement définis.

Cette tendance des pouvoirs subsidiaires à rigidifier les objectifs et les cadres de travail des associations rend ces dernières

1 Voir : rm.coe.int/16802fc3a8

2 Voir : lire-et-ecrire.be/Le-positionnement-linguistique-pour-l-accueil-et-l-orientation

prioritairement comptables et responsables des résultats atteints. Ce qui revient à dire que si des apprenants ne parviennent pas aux résultats escomptés, ils en partageront la responsabilité avec les associations qui les ont accueillis.

Dans ces conditions, la persistance des inégalités sociales ne relèverait plus du politique. Les raisons et les causes seraient désormais imputables à l'inefficacité des associations, des méthodologies utilisées et/ou à un manque de volonté de la part des apprenants.

Des courants pédagogiques en tension

Ces exigences qui tendent à privilégier le quantitatif au qualitatif tiraillent le secteur de l'alphabétisation menacé d'ingérence pédagogique de la part des pouvoirs publics. L'alphabétisation populaire comme « levier de développement d'une citoyenneté active et critique et d'une démocratie culturelle » serait mise en tension avec une approche pédagogique actionnelle qui, reliée au CECRL, propose uniquement des « activités langagières » à travers des « scénarios-actions » centrés sur des situations quotidiennes de la « vraie vie » sans viser l'émancipation et la lutte contre les inégalités, sans viser une compréhension plus large du contexte quotidien et de son lien avec le reste du monde. Or, on apprend à parler, à lire et à écrire parce que la langue est un moyen incontournable de communication sociale et d'intervention sur le réel.

Rebondir

L'approche d'éducation permanente et populaire, avec les valeurs qui l'animent et les finalités qu'elle poursuit, constitue un levier indispensable pour les publics analphabètes en quête de connaissance, de reconnaissance et de pouvoir d'agir, que ce soit en Éducation permanente, en Cohésion sociale ou en Insertion socioprofessionnelle.

Dans les hautes turbulences qui questionnent cruellement notre modèle de société, il est vital d'accompagner les personnes analphabètes dans le développement de leurs capacités à intervenir et à agir dans la société comme dans leur environnement proche et

lointain, à dépasser les positions et conditions dans lesquelles elles étaient souvent (auto)confinées.

S'il y a donc un combat à mener, il se situe, nous semble-t-il, du côté des articulations entre les besoins d'émancipation et d'analyse réflexive que propose l'alphabétisation populaire et les exigences – des pouvoirs publics, mais aussi des apprenants – de se former et d'obtenir un emploi décent, à une époque où les conditions de vie ne cessent de se durcir.

Face aux pressions croissantes qui pèsent sur l'alphabétisation populaire, il est donc urgent pour le secteur de rebondir en montrant par la pratique ses ressources multiples, ses qualités, ses potentialités.

Car la mobilisation doit être conjointe – pouvoirs publics et acteurs de terrain – pour reconnaître et soutenir le travail en alpha comme moyen de lutte contre le déterminisme social en permettant à des adultes peu ou pas scolarisés de sortir de la place qui leur a été assignée.

